



(VAUCLUSE)

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'APT,

REF: JR/TR/FM

N° 012898

Permis de stationnement soumis au paiement d'une redevance délivrée à Monsieur **Éric BOURGUE** afin d'installer un périmètre de chantier en raison de travaux de réfection d'un mur de soutènement de l'immeuble sis au n° 333 de l'avenue des Genêts à APT (84 400) et réglementant le stationnement et la circulation.

Affiché le :

10 OCT. 2022

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.1311-1, L.2122-18, L.2131-1, L.2122-24, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.1, L.2121-1, L.2122-1, L.2122-2, L.2122-3, L.3111-1,
Vu le code de la route, notamment les articles L.110-2, L.411-1, R.110-2, R.411-25 à R.411-28, R.417-10,
Vu le code de la Voirie Routière, notamment les articles L.116-1, L.116-2, L.141-1 et R.116-2,
Vu le code pénal, notamment ses articles R.610-1 et R.610-5,
Vu le code de la justice administrative et notamment les articles L.212-2, R.421-1, R.421-2 et R421-5,
Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière,
Vu le décret n°2022-1097 du 30 juillet 2022 relatif aux mesures de veille et de sécurité sanitaires maintenues en matière de lutte contre la Covid-19,
Vu l'arrêté municipal n°11315 du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur André LECOURT,
Vu la délibération en vigueur relative à la création de tarifs pour l'occupation du domaine public,
Vu le règlement en vigueur d'occupation du domaine public,
Vu l'arrêté municipal en vigueur réglementant le stationnement et la circulation sur la commune,
Vu la demande formulée par Monsieur **Éric BOURGUE** domicilié 333 avenue des Genêts à APT (84 400), téléphone : 06.79.70.82.08. / Mail : bourgue.eric@free.fr.

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales, le maire est tenu de veiller à la sûreté et à la commodité du passage dans les rues et places publiques d'une part, et que d'autre part, il exerce la police de la circulation sur les voies communales en application des articles L.2213-1 et L.2213-2 du même code.

CONSIDÉRANT la nécessité d'installer un périmètre de sécurité avenue des Genêts à la hauteur de l'immeuble sis au n°333 à APT (84 400) en raison de travaux de réfection d'un mur de soutènement.

CONSIDÉRANT que cette réservation donne lieu à une occupation privative du domaine public d'une part, et d'autre part, nécessite la délivrance d'un permis de stationnement.

CONSIDÉRANT que pour permettre le bon déroulement du déménagement, il est nécessaire de réglementer le stationnement et la circulation.

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire de veiller d'une part, au respect de l'usage du domaine public communal, et d'autre part, d'assurer la sûreté et la sécurité publiques.

CONSIDÉRANT que pour ces motifs, il convient de prendre des mesures de protection pour prévenir les accidents en réglementant le stationnement et la circulation d'une part, et d'autre part, de délivrer un permis de stationnement.

SUR proposition du Directeur Général des services de la commune d'Apt,

ARRÊTE

Article 1 : Une autorisation est délivrée à Monsieur **Éric BOURGUE** afin d'installer un périmètre de sécurité avenue des Genêts à la hauteur de l'immeuble sis au n°333 à APT (84 400) en raison de travaux de réfection d'un mur de soutènement..

Article 2 : L'autorisation est accordée pour la période **du 20 octobre 2022 à 08 heures au 18 novembre 2022 à 17 heures.**

Article 3 : Les dispositions suivantes seront applicables pendant la durée de l'autorisation :

- a) Une autorisation est accordée afin d'installer un périmètre d'occupation du chantier (périmètre de sécurité) sécurité de **30 mètres** de longueur sur **2 mètres** de largeur soit une superficie de **60m²** avenue des Genêts à la hauteur de l'immeuble sis au n°333 à APT (84 400), **du 20 octobre 2022 à 08 heures au 18 novembre 2022 à 17 heures** à Monsieur Éric BOURGUE en raison de travaux de réfection d'un mur de soutènement.
- b) L'arrêt ou le stationnement sera interdit sur l'emplacement prévu au présent arrêté **du 20 octobre 2022 à 08 heures au 18 novembre 2022 à 17 heures** . Cette interdiction ne s'appliquera pas à Monsieur Éric BOURGUE.
- c) La voie de circulation sera réglementée avenue des Genêts **du 20 octobre 2022 à 08 heures au 18 novembre 2022 à 17 heures**. La voie de circulation sera rétrécie, des panneaux « chaussée rétrécie » seront mis en place à chaque extrémité de la voie.
- d) Un passage de 1,50 mètre est laissé libre pour la circulation des piétons.
- e) Les emplacements sont matérialisés par des panneaux de signalisation temporaire et protégés par un périmètre de sécurité (panneau de type K2 ou/et de type K8) et peuvent être délimités par des barrières.
- f) Toutes dispositions sont prises par le pétitionnaire pour éviter des chutes de mobiliers ou de tout autre objet sur la voie publique. Les mesures de protection nécessaires et réglementaires sont prises en permanence par le pétitionnaire pour assurer la sécurité des piétons et de son personnel.
- g) En fin de journée, la voie publique doit être parfaitement nettoyée.

Article 4 : L'occupation du domaine public est soumise au paiement d'une redevance fixée par décision du Maire et applicable pour la période de l'autorisation de la façon suivante :

- Echafaudage 1.80 € / m² / jour à compter du 3^{ème} jour.
- Palissades et périmètre d'occupation de chantier 1.80 € / m² / jour à compter du 1^{er} jour.
- Bennes, camions bennes, véhicules d'entreprises 17.00 € / jour à compter du 1^{er} jour.

Article 5 : Cette autorisation est délivrée pour un périmètre d'occupation du chantier (périmètre de sécurité) durant 30 jours. **Le coût de l'occupation du domaine public pour cette autorisation est de 3240 € (soit 60² x 30 jours x 1.80€ =3240€).**

Article 6 : Le bénéficiaire de cette autorisation s'engage à s'acquitter des sommes demandées pour la ou les période(s) souscrite(s) au régisseur municipal – Mairie d'Apt – place Gabriel Péri – 84400 Apt. En cas de non-paiement, un titre de recettes est établi par le comptable public.

Article 7 : Toute modification de l'occupation privative du domaine public est soumise au préalable, à une autorisation. La nouvelle demande, dûment renseignée, doit être adressée à Madame le Maire en la forme impersonnelle, au moins 21 jours calendaires avant le commencement de l'occupation.

Article 8 : Le permis de stationnement est délivré à titre précaire et révocable. Il est personnel et incessible.

Article 9 : La signalisation réglementaire mise en place, le balisage et la protection du chantier sont conformes aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. La personne responsable du chantier qui peut être appelée pour remédier à tout incident pouvant survenir du fait du travaux est Monsieur Éric BOURGUE, téléphone : 06.79.70.82.08. / Mail : bourgue.eric@free.fr.

Article 10 : Tout accident corporel ou matériel ainsi que tous les dégâts, occasionnés sur la voie publique ou sur ses dépendances resteront sous la responsabilité du pétitionnaire si celle-ci venait à être recherchée.

Article 11 : La présente autorisation pourra être retirée à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation ou si le permissionnaire ne respecte pas les prescriptions citées ci-dessus.

Article 12 : Le présent arrêté est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication ou affichage ou à sa notification aux intéressés et, après la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 13 : Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires et antérieures pendant la durée de l'autorisation.

Article 14 : Toute infraction au présent arrêté sera réprimée conformément à la Loi. Le fait de ne pas respecter les dispositions prévues en matière de stationnement sera puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe conformément à l'article R.417-10 du code de la route.

Le fait de ne pas respecter les dispositions prévues au présent arrêté en matière de circulation sera puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe conformément à l'article R.411-21-1 du code de la route

Article 15 : En application des articles L.325-1 à L.325-3 du code de la route, tout véhicule contrevenant à l'interdiction de stationner prévue au présent arrêté pourra faire l'objet d'une mise en fourrière immédiate, prescrite par l'Officier de police judiciaire territorialement compétent ou par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou qui occupe ces fonctions.

Article 16 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un délai de 2 mois et sur le lieu du chantier pendant toute sa durée.

Article 17 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours :

- gracieux auprès du Maire ;
- hiérarchique auprès du représentant de l'Etat du département de Vaucluse ;
- contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes sis 16 avenue Feuchères - CS 88010 30941 - NÎMES cedex 09 - Téléphone : 04.66.27.37.00 - Télécopie : 04.66.36.27.86
- Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr, dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement de la publicité d'affichage.

Article 18 : Ampliation du présent arrêté sera remise au régisseur municipal.

Article 19 : Le Directeur Général des Services de la collectivité d'Apt, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie, le Chef du service de la voirie, le Chef de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié en la forme administrative à Monsieur Éric BOURGUE. Il sera dressé procès-verbal de cette notification.

Fait à APT, le 07 octobre 2022.

Par délégation de Madame le Maire,
Monsieur André LECOURT,
Conseiller municipal chargé de l'occupation
du domaine public.



